



## CRÉDIT FONCIER

### Concours N° 0 042 614

Entre les parties ci-après nommées, il est, par les présentes, établi les conditions du prêt dont les caractéristiques sont ci-après énoncées :

Le **CREDIT FONCIER DE FRANCE** - Société Anonyme au capital de 1.331.400.718,80 € ayant son siège à PARIS (1<sup>er</sup>), 19 rue des Capucines et identifiée sous le numéro 542.029.848 RCS PARIS  
représenté par Madame Elisabeth GAUCHERY, responsable de Département Opérationnel, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Désigné ci-après "**LE PRETEUR**"

Et la société dénommée **PLURIAL NOVLIA**, Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré, ayant son siège est à REIMS (51100), 2 Place Paul Jamot, identifiée au SIREN sous le numéro 335 480 679 et immatriculée au RCS REIMS.

Représentée par Monsieur Alain NICOLE, Directeur Général renouvelé dans cette fonction par délibération du Directoire du 19 juin 2015 ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Désignée ci-après "**L'ORGANISME EMPRUNTEUR**"

### CARACTERISTIQUES DU PRET

<b>Montant</b> : 914 899,24 Euros		<b>Commission de mise en place</b> : néant
<b>Taux d'intérêt</b>  <b>Taux fixe de 1,90% l'an</b>  <i>Sous réserve de la garantie de la Commune de SAINT-DIZIER (52100) régularisée selon les modalités énoncées aux présentes, à défaut le taux visé ci-dessus sera majoré de 0,60%, portant le taux d'intérêt à 2,50% l'an (cf. « Dispositions Particulières » et Articles 3 et 5)</i>  <b>Base de calcul des intérêts</b> :  30/360	<b>Durée du prêt</b> : du 30 août 2016 au 30 novembre 2035   Amortissement progressif du capital calculé selon le principe des échéances constantes	<b>Taux effectif global</b> : 1,90%  Taux de période : 0,48%  <b>Durée de la période</b> : trimestrielle
<b><u>Point de départ du prêt</u></b>  Point de départ : le 30 août 2016		
<b><u>Charges (échéances)</u></b>  Périodicité : trimestrielle 1 <sup>ère</sup> échéance : le 30 novembre 2016 Date d'échéance : le 30 Novembre, le 28 ou 29 Février, le 30 Mai et le 30 Août de chaque année. Date de la dernière échéance : le 30 Novembre 2035		
<b>Objet du prêt</b> : Refinancement en taux fixe du solde du capital restant dû à la date du 30 août 2016, après paiement de l'échéance du 30 août 2016, au titre du prêt locatif social n° 6 012 634 M ayant financé 76 logements locatifs sociaux et leurs annexes à SAINT-DIZIER (52100-Haute Marne) tel que plus amplement précisé dans l'exposé des présentes.		

**Garantie** : Cautionnement solidaire ou avec renonciation au bénéfice de discussion de la Commune de Saint-Dizier (52100) à hauteur de 100% des sommes dues au titre du prêt à régulariser **au plus tard le 17 février janvier 2017** (cf. « Dispositions Particulières » et Articles 3 et 5).

**Délai de régularisation et de retour du contrat** : le présent contrat devra être signé par toutes les parties et retourné au PRETEUR le **19 août 2016 au plus tard** (cf. article 17)

**Date d'affectation des fonds** : **30 août 2016** (cf. Article 4 et sous réserve des « Dispositions Particulières » en page 2 des présentes)

### DISPOSITIONS PARTICULIERES

- L'affectation des fonds est subordonné à :

- La production par l'ORGANISME EMPRUNTEUR du mandat de prélèvement SEPA dûment complété et signé par une personne habilitée, en vue de la mise en place des prélèvements automatiques prévus au contrat et y annexé.
- Au paiement préalable par l'ORGANISME EMPRUNTEUR, sur fonds propres, de l'échéance du 30/08/2016 au titre du prêt locatif social n° 6 012 634 M,
- Au paiement préalable par l'ORGANISME EMPRUNTEUR, sur fonds propres, de la somme totale de DIX MILLE CINQ CENT VINGT ET UN EUROS ET TRENTE QUATRE CENTIMES (10 521,34 € ) correspondant à l'indemnité contractuelle de remboursement anticipé du PLS refinancé par le présent prêt, arrêtée au 30 août 2016.

*Référence du compte bancaire* : Caisse d'Epargne et de Prevoyance Lorraine Champagne-Ardenne :

BIC n° CEPFRPP513 IBAN n° FR76 1513 5205 9008 1013 0268 120

(cf. Article 3.3.- «Modalités de paiement» et Article 4.2.- «Versement des fonds »)

- L'ORGANISME EMPRUNTEUR s'engage à produire au PRETEUR, avant les dates indiquées ci-dessous, les documents nécessaires à la régularisation de la garantie :

- **le 17 janvier 2017 au plus tard** : la délibération régulière et exécutoire de l'organe délibérant de la Commune de SAINT DIZIER (SIREN n° 215 203 233), COLLECTIVITE LOCALE GARANTE, accordant au profit du CREDIT FONCIER DE FRANCE sa caution solidaire ou avec renonciation au bénéfice de discussion à hauteur de 100% de toutes les sommes dues au titre du prêt et mentionnant les principales caractéristiques du prêt garanti (*objet, montant, taux, périodicité, durée, indemnité de remboursement anticipé*)
- **le 17 février 2017 au plus tard** : l'acte de cautionnement dûment régularisé par la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE susvisée, étant précisé que cet acte sera adressé par le PRETEUR à l'ORGANISME EMPRUNTEUR pour régularisation dès réception de la délibération susvisée satisfaisante pour le PRETEUR tant dans le fond que dans la forme.

A défaut de réception par le PRETEUR de la délibération régulière et exécutoire de l'organe délibérant de la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE et/ou de l'acte de cautionnement de la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE selon les modalités et délais susmentionnés, plus amplement précisés à l'article 5.2 des présentes, le taux d'intérêt du prêt sera majoré de 60 points de base selon les modalités énoncées à l'Article 3.1.

La majoration du taux d'intérêt du prêt sera appliquée temporairement à compter du jour suivant la date limite susmentionnée pour la réception par le PRETEUR de la délibération régulière et exécutoire de l'organe délibérant de la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE susvisée et/ou de l'acte de cautionnement dûment régularisé par la dite COLLECTIVITE LOCALE GARANTE et jusqu'au jour de la réception par le PRETEUR de l'acte de cautionnement formalisant la garantie.

### EXPOSE

Le CREDIT FONCIER DE FRANCE a consenti à l'ORGANISME EMPRUNTEUR un prêt locatif social (PLS), identifié sous le numéro 6 012 634 M, d'un montant initial de SEPT MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE SEPT CENT CINQUANTE TROIS EUROS (7.584.753 €) destiné au financement de la construction d'un immeuble comprenant 76 logements locatifs sociaux et leurs annexes à SAINT-DIZIER (Haute Marne) « ilot

~  
4

Miko » rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, rue Lamartine, rue Louis Ortiz et rue d'Ornel et de l'acquisition du terrain d'implantation.

Ce prêt a été consenti sous la garantie solidaire de la Commune de SAINT-DIZIER à hauteur de 100% des sommes dues au titre du prêt.

Les parties aux présentes ont décidé d'un commun accord de procéder au refinancement dudit prêt PLS.

Le refinancement partiel en taux fixe, à hauteur de CINQ MILLIONS d'EUROS (5 000 000 Euros), a été formalisé par acte sous seing privé en date du 27 mai 2016.

Les parties aux présentes ont décidé d'un commun accord de procéder au refinancement en taux fixe du solde du capital restant dû à la date du 30 août 2016, après paiement de l'échéance du 30 août 2016, au titre dudit prêt locatif social n° 6 012 634 M, selon les conditions et modalités énoncées aux termes du présent acte.

Ceci exposé, il est procédé à la convention des parties, objet des présentes, étant précisé que l'exposé qui précède fait partie intégrante de la convention des parties.

### **Article 1 - PRÊT**

Le PRETEUR consent à l'ORGANISME EMPRUNTEUR, qui accepte, un prêt d'un montant de **NEUF CENT QUATORZE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF EUROS ET VINGT-QUATRE CENTIMES (914 899,24 Euros)** dont l'objet et les caractéristiques sont indiquées en pages 1 et 2 du présent contrat.

### **Article 2 - DURÉE ET POINT DE DEPART**

Le prêt est consenti pour la durée indiquée à la page 1 du contrat.

Le point de départ du prêt est également indiqué en page 1 des présentes.

### **Article 3 - CONDITIONS FINANCIERES**

#### **3.1. - Taux d'intérêt**

La somme prêtée produit des intérêts au taux fixe indiqué en page 1 des présentes sous la rubrique "Caractéristiques du prêt".

Il est d'ores et déjà convenu entre les parties que le taux d'intérêt sera majoré de 60 points de base (0,60%) et sera égal à 2,50%, à défaut de réalisation des conditions mentionnées aux termes des « Dispositions Particulières », à savoir :

- réception par le PRETEUR de la délibération régulière et exécutoire, satisfaisante pour le PRETEUR tant dans le fond que dans la forme et prise par l'organe délibérant de la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE et/ou de l'acte de cautionnement dûment régularisé par la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE dans les délais et selon les modalités visées dans les « Dispositions Particulières » et à l'article 5 des présentes.

Cette majoration du taux des intérêts sera appliquée, de plein droit, temporairement à compter du jour suivant la date limite susmentionnée pour la réception par le PRETEUR de la délibération régulière et exécutoire de la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE et/ou de l'acte de cautionnement dûment régularisé par la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE et jusqu'au jour de la réception par le PRETEUR de l'acte de cautionnement dûment régularisé.

Un nouveau tableau d'amortissement sera établi sur la base de ce nouveau taux d'intérêt.

Les intérêts seront calculés en tenant compte de mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours.

#### **3.2. - Détermination des charges**

L'ORGANISME EMPRUNTEUR se libérera de sa dette par échéances payables à terme échu suivant la périodicité et au quantième indiqués en page 2 des présentes, chaque échéance comprenant, outre la somme nécessaire à l'amortissement progressif du capital emprunté, tel que déterminé en page 1 des présentes, les intérêts au taux fixe ci-dessus précisé.

Un tableau d'amortissement établi à titre indicatif est joint au présent contrat, les fonds étant supposés versés en une seule fois (Annexe 1).

#### **3.3. - Modalités de paiement**

L'ORGANISME EMPRUNTEUR s'oblige à effectuer le paiement des sommes venues à échéance conformément aux modalités définies ci-dessus ainsi que de toutes les autres sommes qui pourraient être dues au PRETEUR par prélèvement sur le compte bancaire dont les références ont été transmises au PRETEUR.

Les échéances feront l'objet d'un prélèvement selon la norme SEPA (Single Euro Payments Area, espace unique de paiements en euro).

La notification des prélèvements sera réalisée par tous moyens appropriés (lettres, avis d'échéances, échéancier, factures) 3 (trois) jours au moins avant la date du prélèvement ou de la série de prélèvements.

Toute modification affectant le montant à prélever donnera lieu à l'envoi d'une nouvelle notification dans les mêmes conditions.

A cet effet, l'ORGANISME EMPRUNTEUR devra informer le PRETEUR, dans les meilleurs délais, de toute modification susceptible d'intervenir dans l'identification de ce compte. Il s'engage, en outre, à mettre sur ledit compte et à bonne date les sommes nécessaires au règlement des sommes dues au titre du prêt à leur date d'échéance.

Tous les paiements et remboursements auront lieu à l'adresse indiquée par le PRETEUR.

Les règlements seront effectués de manière à ce que les fonds soient effectivement affectés au compte du prêt au plus tard à la date d'échéance.

#### **Article 4 – AFFECTATION DES FOND**

Sous réserve de la réalisation préalable des conditions suspensives indiquées dans la rubrique « Dispositions Particulières » en page 2 des présentes, le montant du Prêt sera affecté au remboursement du capital restant dû, après paiement de l'échéance du 30/08/2016 au titre du prêt locatif social visé en Exposé, à concurrence de la somme totale de NEUF CENT QUATORZE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF EUROS ET VINGT-QUATRE CENTIMES (914 899,24 Euros), sans donner lieu à un mouvement de fonds.

La réalisation du crédit pourra être constatée par tous moyens ordinaires de preuve et notamment par la correspondance, par toutes pièces comptables ou par simples reçus.

#### **Article 5 - GARANTIE**

Le remboursement de toutes sommes dues au titre du présent prêt par l'ORGANISME EMPRUNTEUR, en capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires sera garanti solidairement ou avec renonciation au bénéfice de discussion par la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE visée en page 1 des présentes selon les modalités énoncées ci-après.

Cette garantie est accordée pour garantir le montant du prêt à hauteur de 100%, à savoir la totalité des sommes dues au titre du prêt en capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires selon les modalités énoncées ci-après.

Aux termes d'une délibération régulière et exécutoire de l'organe délibérant et d'un acte de cautionnement à régulariser, la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE

- donnera sa garantie, conformément à l'engagement à prendre par l'assemblée délibérante habilitée, pour le remboursement de toutes sommes dues par l'ORGANISME EMPRUNTEUR, en capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires et pour l'exécution des obligations stipulées au présent contrat,
- renoncera à opposer au PRETEUR l'exception de discussion des biens de l'ORGANISME EMPRUNTEUR et toutes autres exceptions dilatoires,
- prendra l'engagement de payer de ses deniers, à première réquisition du PRETEUR, toute somme due au titre de cet emprunt en capital, intérêts, intérêts de retard, indemnités et tous autres accessoires ainsi que tous frais et impôts qui, pour un motif quelconque, n'auraient pas été acquittés par le débiteur principal à l'échéance exacte,
- certifiera que la délibération sus énoncée est régulière et exécutoire au jour de la signature de l'acte de cautionnement par le Représentant habilité de la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE et s'engagera à informer le PRETEUR tout recours notifié pendant le délai de 2 mois à compter de la réception par le Représentant de l'Etat de ladite délibération ou de l'acte de cautionnement.

**5.2 - A défaut de réception par le PRETEUR de la délibération régulière et exécutoire de l'organe délibérant de la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE et/ou de l'acte de cautionnement dûment régularisé par la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE à la date indiquée dans les « Dispositions Particulières » en page 2 des présentes, et par la seule échéance de ce terme, il est d'ores et déjà convenu entre les Parties que le taux d'intérêt du prêt sera majoré de 60 points de base (0,60%), à compter du jour suivant cette date, de plein droit et sans formalité et s'élèvera donc à 2,50%.**

La majoration du taux d'intérêt du prêt s'appliquera jusqu'au jour de la réception par le PRETEUR de l'acte de cautionnement dûment régularisé par la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE (cf. Article 3.1.).



**Article 6 - TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Pour l'application des dispositions législatives sur l'usure et les prêts d'argent, il est précisé que pour la détermination du taux effectif global indiqué à la page 1 des présentes, au taux du prêt mentionné à la page 1 s'ajoutent la commission de mise en place et tous autres frais susceptibles d'être précisés en page 1.

Pour le calcul du taux effectif global, les fonds sont considérés comme versés en une seule fois.

Le taux de période et la durée de période unitaire sont indiqués en page 1 des présentes.

A défaut de réception par le PRETEUR de l'acte de cautionnement dûment régularisé par la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE selon les conditions et modalités de l'Article 5 des présentes, un nouveau taux effectif global sera déterminé au regard notamment du taux du prêt majoré.

L'ORGANISME EMPRUNTEUR reconnaît avoir procédé personnellement à tous calculs et estimations qu'il considérerait nécessaires pour apprécier le coût global du prêt et reconnaît avoir obtenu tous renseignements nécessaires.

**Article 7 - REMBOURSEMENT ANTICIPE****7.1. - Conditions de remboursement anticipé**

L'ORGANISME EMPRUNTEUR aura la faculté de se libérer par anticipation, en tout ou par fractions qui ne pourront être inférieures à une somme correspondant au dixième du montant initial du prêt, sous la condition expresse de prévenir le PRETEUR, par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant au moyen du formulaire figurant en Annexe 2 des présentes (Modèle « Avis de remboursement anticipé ») daté et signé par un représentant habilité de l'ORGANISME EMPRUNTEUR (i) la somme qu'il désire affecter à ce remboursement et (ii) la date de ce dernier.

Cette demande devra parvenir au PRETEUR au plus tard deux (2) mois avant la date du remboursement indiquée par l'ORGANISME EMPRUNTEUR dans la lettre susvisée. A défaut, le remboursement anticipé sera refusé et tout versement de fonds affecté à ce dernier fera l'objet d'une restitution à l'ORGANISME EMPRUNTEUR.

Les intérêts dus par l'ORGANISME EMPRUNTEUR cesseront de courir sur le capital remboursé à compter du jour de l'encaissement des fonds et, au plus tôt, à l'expiration du délai sus indiqué.

Chaque remboursement anticipé partiel donnera lieu à une réduction proportionnelle du montant des intérêts et de la somme destinée à l'amortissement.

**7.2. - Indemnité de remboursement anticipé**

Le remboursement anticipé donnera lieu à la perception par le PRETEUR d'une indemnité actuarielle dans le cas où le taux de réemploi du capital remboursé est inférieur au taux du présent prêt.

Cette indemnité sera égale à la différence entre :

- d'une part, la somme des charges prévues sur la période restant à courir prises en compte au prorata du remboursement anticipé et actualisées, à la date du remboursement, au taux de réemploi tel qu'il est déterminé à ladite date (*si le remboursement intervient entre deux échéances, la première charge est diminuée du montant des intérêts courus*),
- et, d'autre part, le capital remboursé par anticipation.

Le taux de réemploi applicable sera le taux de rendement du titre de référence retenu.

Le titre de référence est l'OAT (Obligation Assimilable du Trésor), si la durée de vie moyenne résiduelle du prêt, calculée comme stipulée ci-dessous, est supérieure à 5 ans, sinon le BTAN (Bons du Trésor à taux fixe et à intérêts annuels).

En cas de non existence de la référence normalement retenue (OAT ou BTAN), il s'agira de tout emprunt d'Etat ou, à défaut, de toute dette émise par l'Etat.

Est retenu le titre de référence dont la durée résiduelle est la plus proche de la durée de vie moyenne résiduelle du prêt exprimée par troncature en nombre entier d'années.

Le taux de rendement du titre de référence retenu est celui connu 5 jours ouvrés (sur la Place de Paris) suivant la réception par le PRETEUR de la lettre de demande de remboursement par anticipation.

En l'absence de cotation au jour dit, le taux retenu pour le titre de référence considéré sera le dernier taux de rendement actuariel connu.

La durée de vie moyenne résiduelle du prêt est égale à la somme des charges initialement prévues sur la durée restant à courir, pondérées par le nombre de périodes les séparant de la date de remboursement anticipé, divisée par la somme des charges initialement prévues sur la durée restant à courir. On entend par "période" la durée séparant deux échéances annuelles consécutives.

Le montant de l'indemnité de remboursement anticipé sera, en tout état de cause, au minimum égale à un semestre d'intérêt calculés sur les sommes remboursées par anticipation au taux du prêt en vigueur.

### **7.3. - Frais de gestion**

Tout remboursement anticipé, total ou partiel, donnera lieu à la perception de frais de gestion correspondant à 1% du capital restant dû avant remboursement avec un minimum de 800 € et un maximum de 3.000 €.

### **7.4. - Date de règlement**

L'indemnité de remboursement anticipé ainsi que les intérêts dus sur la période courue et les frais de gestion correspondants devront être versés au PRETEUR au jour dudit remboursement.

## **Article 8 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISME EMPRUNTEUR**

Pendant toute la durée du prêt, l'ORGANISME EMPRUNTEUR s'engage à respecter les obligations et engagements énoncés dans le présent article. La délivrance ou la fourniture de tous documents résultant de ces obligations et engagements ou justifiant leur respect se fera aux frais de l'ORGANISME EMPRUNTEUR exclusivement.

### **8.1. - Obligations relatives aux biens financés**

- Permettre la constatation de l'état des biens refinancés par toute personne désignée par le PRETEUR, à toute époque et aux frais de l'ORGANISME EMPRUNTEUR,
- Ne consentir aucune sûreté réelle sur les biens refinancés à l'exception de celle qui pourrait être prise par le ou les garants en contrepartie de la garantie accordée pour le présent prêt,
- Ne rien faire qui puisse altérer la valeur des biens financés ou en changer la nature ou la destination,
- Ne pas procéder, de quelque manière que ce soit, à l'aliénation ou mutation des biens refinancés par le présent prêt,
- Communiquer tous documents et renseignements relatifs à l'opération financée que le PRETEUR pourrait être amené à lui réclamer,
- Communiquer les titres de propriété des biens refinancés par le présent prêt à première demande du PRETEUR qui sera autorisé à en prendre communication chez tous les dépositaires, et même à enlever des expéditions ou extraits, aux frais de l'ORGANISME EMPRUNTEUR.

### **8.2.- Obligations générales**

L'ORGANISME EMPRUNTEUR s'engage envers le PRETEUR, à :

- Lui communiquer, au plus tard deux mois après l'assemblée générale annuelle de l'ORGANISME EMPRUNTEUR, son bilan consolidé, son rapport d'activité, ses comptes de résultats et annexes préparés selon les principes comptables communément admis par les parties, approuvés en assemblée et certifiés par les commissaires aux comptes dans les cas prévus par la réglementation,
- Lui transmettre et tenir à sa disposition tous les documents et renseignements le concernant, tant au niveau consolidé qu'à celui de ses filiales, que le PRETEUR pourrait être amené à lui demander,
- L'informer de tout projet de fusion, scission, apport partiel d'actif ou dissolution sous quelque forme que ce soit, afin de recueillir l'accord préalable du PRETEUR avant d'accomplir tout acte de cette nature,
- et, d'une manière générale, l'informer de toutes modifications statutaires ou de toute décision devant faire l'objet d'une mention d'une publicité ainsi que de tous changements dans ses organes de direction.

Dans tous les cas, si par suite de l'omission des déclarations prévues au présent article, certaines procédures devaient être recommencées, les frais en resteraient à la charge de l'ORGANISME EMPRUNTEUR qui aurait, en outre, à indemniser le PRETEUR des dommages et intérêts auxquels il pourrait être astreint en raison des procédures ainsi suivies irrégulièrement par sa faute.

## **Article 9 – ASSURANCE**

L'ORGANISME EMPRUNTEUR confirme avoir souscrit auprès d'une Compagnie d'assurances notoirement solvable, une police multirisques destinée à couvrir les constructions comprises dans les biens refinancés par le présent prêt ainsi que les immeubles par destination et les fonds de commerce contre tous les risques d'incendie, explosion, dégât des eaux, chute de la foudre, tempête, chute d'aéronef, attentat et catastrophes naturelles, les risques d'accidents et ceux liés au terrorisme, à la guerre civile ou étrangère et, de manière générale, contre tous les risques habituellement couverts par les assurances pour les biens comparables.

Les biens devront être assurés à la valeur de reconstruction à neuf.



L'ORGANISME EMPRUNTEUR s'oblige pendant toute la durée du prêt :

- à maintenir en vigueur lesdites polices d'assurance,
- à régler ou à faire en sorte que soient réglés ponctuellement, toutes les primes, appels, contributions ou autres sommes payables à la Compagnie, en rapport avec les couvertures d'assurance susvisées,
- à respecter ou faire en sorte que soient respectés les termes et conditions du contrat d'assurance et ne rien faire qui soit susceptible d'annuler la police d'assurance ou d'ouvrir à l'assureur un droit à résiliation,
- à produire au PRETEUR, à sa demande, lesdites polices d'assurance ainsi que toutes attestations délivrées par l'assureur justifiant du règlement des primes, appels, contributions ou toutes autres sommes payables à la Compagnie à bonne échéance,
- à déclarer, sans délai à l'assureur, tous faits susceptibles de modifier l'appréciation par l'assureur des risques assurés.

En cas de sinistre couvert par les polices susvisées ou l'une d'elles, l'ORGANISME EMPRUNTEUR consent d'ores et déjà délégation pleine et entière au profit du PRETEUR des indemnités payables par les Compagnies d'Assurances jusqu'à concurrence des sommes qui lui seront alors dues.

L'indemnité sera versée au PRETEUR dans les limites de sa créance globale devenue certaine, liquide et exigible au jour du règlement du sinistre, d'après le compte présenté par le PRETEUR et hors la présence de l'ORGANISME EMPRUNTEUR.

Il est par ailleurs stipulé que si l'ORGANISME EMPRUNTEUR ne satisfait pas à ses obligations telles que définies ci-dessus, ou bien si les polices d'assurances ne répondent pas aux conditions ci-dessus prévues, le montant du prêt deviendra exigible si bon semble au PRETEUR qui se réserve, dans tous les cas, le droit d'acquitter lui-même les primes.

## **Article 10 - EXIGIBILITÉ**

### **10.1. – Cas d'exigibilité**

Le PRETEUR pourra rendre les sommes empruntées exigibles en totalité ou en partie dans les cas suivants :

- défaut de paiement à bonne date de tout ou partie des intérêts ou des échéances et de toutes sommes dues au titre du présent contrat ou de tout autre financement consenti par le PRETEUR ou par une autre entité du Groupe BPCE au titre de cette opération,
- affectation de la totalité ou d'une partie du prêt à un objet autre que celui pour lequel il a été consenti,
- inexécution d'un seul des engagements pris au présent contrat de prêt ou défaut de respect de l'une des clauses ou conditions énoncées audit contrat,
- liquidation amiable ou dissolution de l'ORGANISME EMPRUNTEUR,
- toute procédure collective régie par le livre VI du Code de Commerce diligentée à l'encontre de l'ORGANISME EMPRUNTEUR, à savoir notamment une procédure de conciliation de sauvegarde de redressement ou de liquidation judiciaire,
- mutation de propriété des biens financés ou cession de ses droits par l'ORGANISME EMPRUNTEUR sur les dits biens, n'ayant pas reçu l'accord préalable du PRETEUR,
- disparition pour quelle que cause que ce soit ou aliénation de l'immeuble financé à l'aide du prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires,
- inexactitude de l'une des déclarations faites en vue d'obtenir le prêt ou au présent contrat ou lors de la demande et de l'instruction du prêt, ou dissimulation de faits existants de nature à aggraver la situation financière de l'ORGANISME EMPRUNTEUR, à troubler la possession ou à porter atteinte au droit de propriété, ou à tout autre droit de l'ORGANISME EMPRUNTEUR,
- expropriation ou saisie des biens financés, dégradation, incendie total ou partiel desdits biens ou disparition pour quelle que cause que ce soit,
- changement de nature juridique, dans la structure, le statut, les activités ou les biens de l'ORGANISME EMPRUNTEUR ou de ses filiales ou autres transformations sociales susceptibles d'affecter l'aptitude de l'ORGANISME EMPRUNTEUR à faire face à ses engagements en vertu du présent contrat,
- annulation ou remise en cause des garanties accordées par la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE pour sûreté du présent prêt ou de toute autre garantie,
- cession de parts ou d'actions de l'ORGANISME EMPRUNTEUR, fusion, scission, apport partiel d'actif ou dissolution sous quelque forme que ce soit, n'ayant pas reçu l'accord express et préalable du PRETEUR,
- création d'une taxe ou d'un impôt quelconque qui diminuerait l'annuité qui a servi de base au calcul de l'amortissement.

**10.2. – Sanctions**

Le PRETEUR pourra, à sa convenance et comme bon lui semble :

- *soit exiger le remboursement immédiat de toutes les sommes dues en capital, intérêts, indemnités, frais et tous autres accessoires au titre du présent contrat par simple lettre et sans mise en demeure préalable.*  
Dans ce cas, les sommes exigibles produiront des intérêts de retard au taux du prêt applicable conformément aux dispositions du contrat. Par ailleurs, l'ORGANISME EMPRUNTEUR versera une indemnité égale au plus fort des deux montants suivants :
  - 7% des sommes dues au titre du capital restant dû ainsi que des intérêts échus et non versés,.
  - l'indemnité due en cas de remboursement par anticipation telle que définie ci-dessus à l'Article 7 « Remboursement anticipé du Prêt »
- *soit ne pas exiger ce remboursement.*  
Dans ce cas, les sommes échues et non payées produiront des intérêts de retard au taux du prêt en vigueur à la période considérée affecté d'une majoration de 300 points de base. Cette majoration s'appliquera de plein droit et sans mise en demeure préalable et jusqu'à ce que l'ORGANISME EMPRUNTEUR ait repris le cours normal de ses échéances. Cette disposition ne pourra nuire à l'exigibilité anticipée du prêt et par suite valoir accord de délai de règlement.

Les intérêts seront capitalisés dès lors qu'ils sont dus pour une année entière conformément à l'article 1154 du Code Civil.

**Article 11 – FRAIS – IMPOTS ET TAXES**

Les frais des présentes et de leurs suites seront supportés par l'ORGANISME EMPRUNTEUR.

Par ailleurs, l'ORGANISME EMPRUNTEUR s'engage à payer au PRETEUR, et à première demande de celui-ci, les frais d'instruction dus à cet Établissement.

Les frais de gestion occasionnés par des modifications ou prestations spécifiques demandées par l'ORGANISME EMPRUNTEUR seront supportés par ce dernier.

Enfin, tous impôts, retenues ou taxes grevant ou pouvant grever de manière quelconque les intérêts ainsi que toutes autres sommes dues au titre du prêt seront à la charge exclusive de l'ORGANISME EMPRUNTEUR.

**Article 12 - CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES OU NOUVELLES**

Les conditions de rémunération du PRETEUR au titre du présent contrat ont été fixées en fonction de la réglementation actuelle applicable aux crédits et compte tenu des données juridiques, fiscales et monétaires en vigueur à la date de signature du présent contrat.

Si à la suite de la survenance de circonstances nouvelles, telles que l'adoption ou la modification de dispositions légales ou réglementaires, ou d'une décision du C.R.B.F ou de toute autre autorité monétaire, fiscale ou autre, le PRETEUR était soumis à une mesure entraînant une charge quelconque au titre du présent contrat (tel que par exemple, des réserves obligatoires, des ratios prudentiels plus sévères), ayant pour effet d'augmenter pour le PRETEUR le coût du financement de son engagement au titre du présent contrat ou de réduire la rémunération nette qui lui revient, le PRETEUR en avisera l'ORGANISME EMPRUNTEUR.

Cet avis contiendra le montant estimatif de l'augmentation de coût ou de réduction de rémunération nette en résultant pour le PRETEUR et une proposition d'indemnisation correspondante, ainsi que tous les documents attestant de l'adoption ou de la modification des dispositions légales ou réglementaires susvisées, étant entendu qu'aucune disposition des présentes n'imposera au PRETEUR de divulguer des informations présentant un caractère confidentiel pour lui.

Le PRETEUR et l'ORGANISME EMPRUNTEUR se consulteront alors dans les meilleurs délais et rechercheront de bonne foi une solution qui puisse être acceptée par les parties.

Faute d'accord sur une solution dans un délai de trente jours calendaires suivant la réception par l'ORGANISME EMPRUNTEUR de l'avis visé ci-dessus, l'ORGANISME EMPRUNTEUR pourra effectuer le choix suivant :

- Prendre en charge intégralement au lieu et place du PRETEUR l'incidence des charges nouvelles et ce, à compter de la date à laquelle ces charges sont survenues, de telle sorte que la rémunération nette du PRETEUR soit rétablie à son niveau antérieur.
- Rembourser par anticipation la totalité du capital, des intérêts, frais, indemnités et accessoires restant dus. En tant que remboursement anticipé, cette opération respectera les dispositions de l'article « Remboursement anticipé » du présent contrat.

**Article 13 - DÉCLARATIONS**

Le Représentant de l'ORGANISME EMPRUNTEUR fait les déclarations suivantes :

- l'ORGANISME EMPRUNTEUR est de nationalité française,
- il n'a jamais fait l'objet d'une procédure collective régie par le Livre VI du Code de Commerce,
- il n'a jamais fait l'objet d'aucune action en nullité et ne se trouve pas en état de dissolution anticipée,
- son représentant et les membres de ses organes de direction ne se trouvent pas frappés d'incapacité légale d'exercer leurs fonctions et ne sont pas en contravention avec les textes régissant les sociétés de la forme de l'ORGANISME EMPRUNTEUR,
- l'ORGANISME EMPRUNTEUR s'engage à faire connaître au PRETEUR tant que dureront les causes des présentes, tous changements dans ses organes de direction,
- il a la capacité de conclure le présent contrat qui est conforme à son objet et le lie conformément à ses termes et d'exécuter les obligations qui en résultent pour lui, celles-ci ne contrevenant à aucune disposition statutaire ou aucune stipulation d'aucun contrat ou engagement auquel il est partie ou par lequel il est lié,
- la signature du présent contrat, les engagements qui en résultent et les sûretés qui les garantissent ont été dûment autorisés par ses organes sociaux habilités et ne requièrent aucune autorisation d'aucune autorité compétente qui n'ait été obtenue.

Concernant l'opération financée, le Représentant de l'ORGANISME EMPRUNTEUR déclare avoir obtenu toutes les autorisations administratives définitives nécessaires à la réalisation et à la destination de l'immeuble.

**Article 14 - CESSION**

La (ou les) créance(s) du PRETEUR résultant du présent prêt pourra (pourront) faire l'objet d'une cession à une société de crédit foncier dans le cadre de l'article L513-2 et suivants du Code Monétaire et Financier.

La créance de la société de crédit foncier pourra également faire l'objet d'une cession à un organisme de titrisation, dans le cadre des articles L214-168 et suivants du Code Monétaire et Financier.

Le PRETEUR se réserve également la faculté de céder sa créance sur l'ORGANISME EMPRUNTEUR à tout autre cessionnaire.

En cas de cession, toutes les sûretés conférées au titre des présentes seront de plein droit transférées au cessionnaire.

La gestion et le recouvrement continueront à être assurés par le Crédit Foncier de France en cas de cession à une société de crédit foncier ou à un organisme de titrisation.

En cas de changement de l'entité juridique chargée de gérer ou de procéder au recouvrement des prêts, l'ORGANISME EMPRUNTEUR en sera informé par simple lettre conformément aux dispositions de l'article 214-172 al 2 du Code Monétaire et Financier.

L'ORGANISME EMPRUNTEUR s'engage envers la COLLECTIVITE LOCALE GARANTE à l'informer de ce changement par lettre recommandée, étant précisé que le défaut d'information de celle-ci par l'ORGANISME EMPRUNTEUR ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du PRETEUR.


**Article 15 – ABSENCE DE RENONCIATION**

Le fait pour le PRETEUR de ne pas exercer, ou de tarder à exercer l'un quelconque des droits qu'il tient du présent contrat ou de la loi ne peut constituer, ni être interprété comme une renonciation aux droits dont il s'agit. Les droits stipulés dans le présent contrat ne sont pas exclusifs de tous les autres droits prévus par la loi avec lesquels ils se cumulent.

**Article 16 – DISPOSITIONS RELATIVES A L'INFORMATIQUE ET AUX LIBERTES**

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, les données à caractère personnel concernant des personnes physiques, recueillies dans le présent contrat par le PRETEUR de même que celles qui sont recueillies ultérieurement, sont obligatoires et ont pour finalité l'octroi et la gestion du prêt, ainsi que la gestion du risque et la prospection commerciale. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires.

Ces personnes physiques disposent d'un droit d'accès et de rectification pour toute information les concernant, auprès du PRETEUR. Elles peuvent, en outre, s'opposer, sans frais, à ce que ces informations soient utilisées à des fins de prospection commerciale en adressant un courrier au PRETEUR.



Les signataires autorisent expressément le PRETEUR à communiquer les informations recueillies dans le présent contrat à des entreprises du Groupe BPCE, à des sous-traitants et/ou des prestataires, pour satisfaire aux besoins de gestion du prêt ainsi qu'à communiquer ces informations à des entreprises du Groupe BPCE à des fins de gestion du risque.

La liste des entreprises destinataires de ces informations est accessible, sur demande auprès du PRETEUR.

**Article 17 - DÉLAI DE RÉGULARISATION**

Dans le cas où le présent contrat n'aurait pas été régularisé par toutes les parties et retourné au PRETEUR à la date indiquée en page 1 ou 2, le présent acte pourra être considéré comme nul et non avenue par la seule échéance de ce terme.

**Article 18 - NOTIFICATIONS**

Sauf dispositions contraires prévues dans le présent contrat, toute communication, demande ou notification effectuée en vertu du présent contrat est valablement réalisée si elle est adressée au PRETEUR par courriel confirmé par une lettre à l'adresse et aux coordonnées précisées ci-dessous :

CREDIT FONCIER DE FRANCE  
4, Quai de Bercy  
94224 CHARENTON Cedex  
Direction des Opérations Corporates  
Back Office Crédits Immobilier Social

Adresse e.mail : [cff-b-bohs@creditfoncier.fr](mailto:cff-b-bohs@creditfoncier.fr)

**Article 19 - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile pour le PRETEUR et l'ORGANISME EMPRUNTEUR en leur siège respectif indiqué en tête des présentes.

Fait en autant d'originaux que de parties.

Approuvé :

A CHARENTON LE PONT  
Le 27 juillet 2016



Pour le PRETEUR

**Elisabeth GAUCHERY**

CREDIT FONCIER DE FRANCE  
19 rue des Capucines  
75001 PARIS

et à REIMS  
le 10 Août 2016



**Alain NICOLE**  
Directeur Général

Pour l'ORGANISME EMPRUNTEUR  
Nom et qualité du signataire  
(cachet, date et signature)

**ANNEXE 1**

Nom : PLURIAL NOVILIA		Refinancement PLS - 76 logements à Saint Dizier			
N° concours 0.042.614		27/07/2016			
TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL					
ETABLI A TITRE INDICATIF					
N° ECHEANCE	Taux	CHARGE	AMORTISSEMENTS	INTERETS	CAPITAL
					914 899,24
1	1,90	14 214,74	9 868,97	4 345,77	905 030,27
2	1,90	14 214,74	9 915,85	4 298,89	895 114,42
3	1,90	14 214,74	9 962,95	4 251,79	885 151,47
4	1,90	14 214,74	10 010,27	4 204,47	875 141,20
5	1,90	14 214,74	10 057,82	4 156,92	865 083,38
6	1,90	14 214,74	10 105,59	4 109,15	854 977,79
7	1,90	14 214,74	10 153,60	4 061,14	844 824,19
8	1,90	14 214,74	10 201,83	4 012,91	834 622,36
9	1,90	14 214,74	10 250,28	3 964,46	824 372,08
10	1,90	14 214,74	10 298,97	3 915,77	814 073,11
11	1,90	14 214,74	10 347,89	3 866,85	803 725,22
12	1,90	14 214,74	10 397,05	3 817,69	793 328,17
13	1,90	14 214,74	10 446,43	3 768,31	782 881,74
14	1,90	14 214,74	10 496,05	3 718,69	772 385,69
15	1,90	14 214,74	10 545,91	3 668,83	761 839,78
16	1,90	14 214,74	10 596,00	3 618,74	751 243,78
17	1,90	14 214,74	10 646,33	3 568,41	740 597,45
18	1,90	14 214,74	10 696,90	3 517,84	729 900,55
19	1,90	14 214,74	10 747,71	3 467,03	719 152,84
20	1,90	14 214,74	10 798,76	3 415,98	708 354,08
21	1,90	14 214,74	10 850,06	3 364,68	697 504,02
22	1,90	14 214,74	10 901,60	3 313,14	686 602,42
23	1,90	14 214,74	10 953,38	3 261,36	675 649,04
24	1,90	14 214,74	11 005,41	3 209,33	664 643,63
25	1,90	14 214,74	11 057,68	3 157,06	653 585,95
26	1,90	14 214,74	11 110,21	3 104,53	642 475,74
27	1,90	14 214,74	11 162,98	3 051,76	631 312,76
28	1,90	14 214,75	11 216,01	2 998,74	620 096,75
29	1,90	14 214,74	11 269,28	2 945,46	608 827,47
30	1,90	14 214,74	11 322,81	2 891,93	597 504,66
31	1,90	14 214,74	11 376,59	2 838,15	586 128,07
32	1,90	14 214,74	11 430,63	2 784,11	574 697,44
33	1,90	14 214,74	11 484,93	2 729,81	563 212,51
34	1,90	14 214,74	11 539,48	2 675,26	551 673,03
35	1,90	14 214,74	11 594,29	2 620,45	540 078,74
36	1,90	14 214,74	11 649,37	2 565,37	528 429,37
37	1,90	14 214,74	11 704,70	2 510,04	516 724,67
38	1,90	14 214,74	11 760,30	2 454,44	504 964,37
39	1,90	14 214,74	11 816,16	2 398,58	493 148,21
40	1,90	14 214,74	11 872,29	2 342,45	481 275,92
41	1,90	14 214,74	11 928,68	2 286,06	469 347,24
42	1,90	14 214,74	11 985,34	2 229,40	457 361,90
43	1,90	14 214,74	12 042,27	2 172,47	445 319,63

N° ECHEANCE	Taux	CHARGE	AMORTISSEMENTS	INTERETS	CAPITAL
44	1,90	14 214,74	12 099,47	2 115,27	433 220,16
45	1,90	14 214,74	12 156,94	2 057,80	421 063,22
46	1,90	14 214,74	12 214,69	2 000,05	408 848,53
47	1,90	14 214,74	12 272,71	1 942,03	396 575,82
48	1,90	14 214,75	12 331,01	1 883,74	384 244,81
49	1,90	14 214,74	12 389,58	1 825,16	371 855,23
50	1,90	14 214,74	12 448,43	1 766,31	359 406,80
51	1,90	14 214,74	12 507,56	1 707,18	346 899,24
52	1,90	14 214,74	12 566,97	1 647,77	334 332,27
53	1,90	14 214,74	12 626,66	1 588,08	321 705,61
54	1,90	14 214,74	12 686,64	1 528,10	309 018,97
55	1,90	14 214,74	12 746,90	1 467,84	296 272,07
56	1,90	14 214,74	12 807,45	1 407,29	283 464,62
57	1,90	14 214,74	12 868,28	1 346,46	270 596,34
58	1,90	14 214,74	12 929,41	1 285,33	257 666,93
59	1,90	14 214,74	12 990,82	1 223,92	244 676,11
60	1,90	14 214,74	13 052,53	1 162,21	231 623,58
61	1,90	14 214,74	13 114,53	1 100,21	218 509,05
62	1,90	14 214,74	13 176,82	1 037,92	205 332,23
63	1,90	14 214,74	13 239,41	975,33	192 092,82
64	1,90	14 214,74	13 302,30	912,44	178 790,52
65	1,90	14 214,74	13 365,49	849,25	165 425,03
66	1,90	14 214,74	13 428,97	785,77	151 996,06
67	1,90	14 214,74	13 492,76	721,98	138 503,30
68	1,90	14 214,74	13 556,85	657,89	124 946,45
69	1,90	14 214,75	13 621,25	593,50	111 325,20
70	1,90	14 214,74	13 685,95	528,79	97 639,25
71	1,90	14 214,74	13 750,95	463,79	83 888,30
72	1,90	14 214,74	13 816,27	398,47	70 072,03
73	1,90	14 214,74	13 881,90	332,84	56 190,13
74	1,90	14 214,74	13 947,84	266,90	42 242,29
75	1,90	14 214,74	14 014,09	200,65	28 228,20
76	1,90	14 214,74	14 080,66	134,08	14 147,54
77	1,90	14 214,74	14 147,54	67,20	

**ANNEXE 2**

à adresser à :

[ CREDIT FONCIER DE FRANCE ]  
Direction Opérations Corporates  
Back Office Crédits Immobilier Social  
4, Quai de Bercy  
[ 94224 CHARENTON CEDEX ]

MAIL : [cff-b-bohs@creditfoncier.fr](mailto:cff-b-bohs@creditfoncier.fr)

**AVIS DE REMBOURSEMENT ANTICIPE**

NOM DE L'EMPRUNTEUR : PLURIAL NOVILIA  
NUMERO DE PRET : 0 042 614

MONTANT DU PRET : 914 899,24 €

OPERATION : REFINANCEMENT DU SOLDE DU PLS 6 012 634 M  
Adresse :

Conformément aux dispositions de l'article « Remboursement Anticipé » du contrat sus visé, nous vous prions de bien vouloir noter que nous procéderons au remboursement anticipé du prêt dans les conditions suivantes

.....  
Montant :

Date de remboursement :

A ....., le .....

(nom et qualité du signataire, cachet et signature)

Le présent Avis doit obligatoirement parvenir par télécopie confirmée par courrier LRAR au Crédit Foncier de France, au plus tard deux (2) mois avant la date d'effet du remboursement anticipé.

↩

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA		<b>CREDIT FONCIER</b>	
Référence unique du mandat	CRC1620909RU0000519		
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) CREDIT FONCIER DE FRANCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de CREDIT FONCIER DE FRANCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.			
Veuillez compléter les champs marqués*			
Votre Nom	* PLURIAL NOVILIA Nom / Prénoms		
Votre Adresse	* 2 PLACE PAUL JAMOT Numéro et nom de la rue		
	* <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">5</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> * REIMS		
	Code Postal Ville		
	* FRANCE		
Les coordonnées de votre compte	Pays		
	* <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">F</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">R</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">7</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">6</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">5</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">3</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">5</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">2</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">5</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">9</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">8</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">3</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">2</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">6</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">8</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">2</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span>		
	Numéro d'identification international du compte bancaire – IBAN (International Bank Account Number)		
	* <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">C</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">E</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">P</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">A</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">F</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">R</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">P</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">P</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">5</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">3</span>		
	Code international d'identification de votre banque - BIC (Bank Identifier Code)		
Nom du créancier	* CREDIT FONCIER DE FRANCE		
	Nom du créancier		
ICS	* FR87CRC005525		
	Identifiant créancier SEPA		
	* 19 RUE DES CAPUCINES		
	Numéro et nom de la rue		
	* <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">7</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">5</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">1</span> * PARIS		
	Code Postal Ville		
	Pays		
Type de paiement	* Paiement récurrent / répétitif <input checked="" type="checkbox"/> Paiement ponctuel <input type="checkbox"/>		
Signé à	* ... 2 <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">J</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">J</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">M</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">M</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">A</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">A</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">A</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 0 5px;">A</span>		
	Lieu Date		
Signature(s)	* Veuillez signer ici		
Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.			
<b>Informations relatives au contrat entre le créancier et le débiteur - fournies seulement à titre indicatif.</b>			
Code identifiant du débiteur	335480679		
	Indiquer ici tout code que vous souhaitez voir restitué par votre banque		
Tiers débiteur pour le compte duquel le paiement est effectué (si différent du débiteur lui-même)	Nom du tiers débiteur : si votre paiement concerne un accord passé entre CREDIT FONCIER DE FRANCE et un tiers (par exemple, vous payez la facture d'une autre personne), veuillez indiquer ici son nom. Si vous payez pour votre propre compte, ne pas remplir.		
	Code identifiant du tiers débiteur		
	Nom du tiers créancier : le créancier doit compléter cette section s'il remet des prélèvements pour le compte d'un tiers.		
	Code identifiant du tiers créancier		
Contrat concerné	Numéro d'identification du contrat		
	Description du contrat		
A retourner à : POLE RISQUES ET CONFORMITE POLE RISQUES ET CONFORMITE 4 QUAI DE BERCY 94224 CHARENTON LE PONT CEDEX		Zone réservée à l'usage exclusif du créancier	

1 : La longueur maximum pour un nom est de 70 caractères  
 2 : Cette ligne a une longueur maximale de 35 caractères